

L'opinion mondiale face au dilemme de la transition énergétique

E transitionsenergies.com/opinion-mondiale-dilemme-transition-energetique

La rédaction

August 16, 2026

ENERGIES

TRANSITIONS & ENERGIES



Un sondage Ipsos publié en juillet apporte de nombreux enseignements sur la façon dont l'opinion publique mondiale appréhende la transition énergétique. On y trouve, sans surprise, le dilemme entre d'un côté les craintes sur l'augmentation des coûts de l'énergie et la stabilité des réseaux électriques et de l'autre, un soutien toujours massif à la transition énergétique et des inquiétudes grandissantes sur les conséquences du réchauffement climatique.

Pour fabriquer son « [Baromètre de la transition énergétique](#) », l'institut Ipsos a interrogé 23.704 adultes dans 31 pays entre janvier et février 2026. Il a ajouté avec un volet d'enquête complémentaire en avril et mai pour intégrer les conséquences énergétiques sur les opinions de la guerre contre la République islamique d'Iran.

Ipsos n'en est pas à son coup d'essai. Il avait [publié en décembre 2024](#) une étude menée dans 33 pays sur la façon dont les opinions [anticipaient les évolutions des politiques climatiques et énergétiques](#).

Pour ce qui est de [l'étude rendue publique il y a quelques jours](#), elle analyse cette fois l'attitude des opinions sur des questions de fond comme le coût de l'énergie, la sécurité énergétique ou la trajectoire vers la neutralité carbone. En voici, les [principales conclusions](#).

– Les préoccupations concernant le coût de l'énergie ont atteint un niveau record.

Cette situation est liée à la phase la plus récente du conflit au Moyen-Orient. A savoir, l'attaque fin février de la République islamique d'Iran par les Etats-Unis et Israël et la crise énergétique qui en a résulté avec le blocage du détroit d'Ormuz. Trois personnes sur quatre dans le monde (76 %) se disent inquiètes de la hausse des coûts de l'énergie, et la moitié (49 %) ont réduit d'autres dépenses pour pouvoir régler leurs factures énergétiques. Les pays particulièrement exposés — la Thaïlande, le Chili, l'Inde et Singapour — enregistrent de fortes hausses selon les quatre indicateurs d'accessibilité financière. Un peu plus de la moitié des personnes interrogées (52 %) déclarent que les factures d'énergie sont devenues plus difficiles à payer au cours de l'année écoulée, et 59 % indiquent que leur foyer a limité le chauffage ou la climatisation pour réaliser des économies.

– La confiance dans la fiabilité des réseaux électriques s'érode.

À l'échelle mondiale, un peu moins de deux personnes interrogées sur cinq (39 %) craignent une coupure de courant imprévue dans leur région au cours des 12 prochains mois ; cette inquiétude est la plus marquée au Pérou (62 %), en Inde (61 %) et en Argentine (61 %). Moins de la moitié des répondants (46 % en moyenne) sont convaincus que leur région pourra répondre à la demande future en électricité, tandis que seuls 35 % estiment que les réseaux locaux sont prêts à satisfaire les besoins énergétiques des centres de données dédiés à l'IA — c'est sur ce point que la confiance est la plus faible, les économies avancées se montrant nettement plus sceptiques que les marchés émergents.

De même, les marchés émergents affichent une confiance bien plus élevée que les économies avancées quant à l'approvisionnement futur en électricité de leur région. L'Inde (77 %), l'Indonésie (71 %), la Thaïlande (69 %) et Singapour (59 %) expriment le plus haut niveau de confiance dans la fiabilité future de l'électricité, tandis que le Japon (27 %) et la Belgique (33 %) figurent en bas de classement. La situation est contrastée en Europe occidentale : la Suisse (55 %) se situe au-dessus de la

moyenne, alors que l'Allemagne (44 %), la France (45 %) et la Grande-Bretagne (40 %) se situent en dessous, reflétant probablement les séquelles des récentes crises énergétiques. À titre de comparaison, les États-Unis affichent un taux de 42 %.

Toutefois, la crainte de coupures de courant reste relativement faible en Europe — la France enregistrant le niveau d'inquiétude le plus bas (19 %), suivie de l'Allemagne (31 %) et de la Suède (30 %) — à l'exception notable de l'Espagne (54 %), conséquence logique de la panne généralisée d'avril 2025. Aux États-Unis (36 %), l'inquiétude face aux coupures reste modérée malgré plusieurs pannes récentes très médiatisées.

– Le soutien à la transition énergétique demeure solide.

Surtout si la stratégie de transition permet également de répondre aux enjeux d'accessibilité financière et de sécurité. L'adhésion du public à la transition énergétique est actuellement élevée, en partie parce que les consommateurs ressentent directement l'impact du conflit au Moyen-Orient sur les prix des combustibles fossiles. Si les deux tiers (67 %) des personnes interrogées soutiennent les investissements dans les énergies renouvelables et le stockage, 53 % souhaitent également que les gouvernements privilégient des prix de l'énergie bas, quitte à voir les émissions augmenter ; cette position, en contradiction directe avec les objectifs climatiques, souligne l'urgence politique de maintenir l'énergie à un coût abordable.

– L'énergie solaire arrive en tête de tous les indicateurs de confiance du public.

Elle bénéficie du plus fort soutien (77 %) et constitue la seule source d'énergie perçue simultanément comme respectueuse de l'environnement, fiable et abordable, alors que les avis restent partagés concernant le nucléaire : 41 % sont favorables à son développement, contre 25 % qui s'y opposent.

– Les risques climatiques accentuent l'inquiétude des populations.

L'exposition aux aléas climatiques constitue un facteur de pression supplémentaire pour une opinion publique déjà sous tension. Près des deux tiers des personnes interrogées redoutent la survenue, dans les 12 prochains mois, de vagues de chaleur (63 %) et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des tempêtes destructrices, des pluies torrentielles ou des inondations (63 %). Une majorité s'inquiète également de la sécheresse et de la pénurie d'eau (60 %), du smog et de la mauvaise qualité de l'air (59 %), ainsi que des feux de forêt (55 %).